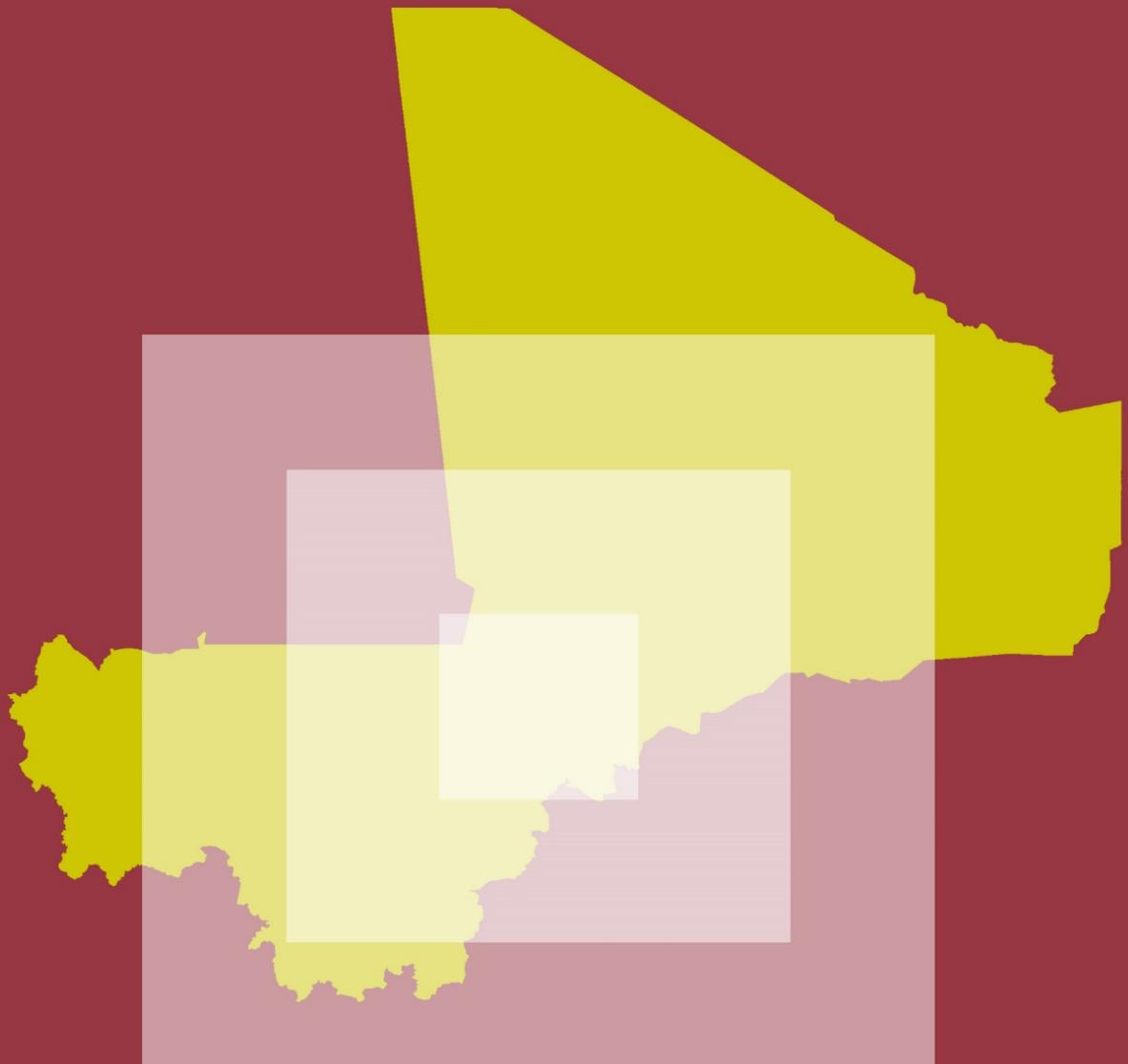


LES FACTEURS LOCAUX CONTRIBUANT À L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LE CENTRE DU MALI



LES FACTEURS LOCAUX CONTRIBUANT À L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LE CENTRE DU MALI

Natasja Rupesinghe & Morten Bøås

Cette note d'orientation a pour objet d'étudier les processus de radicalisation et d'engagement dans l'extrémisme violent à Mopti, au centre du Mali. Plus particulièrement, elle examine les stratégies utilisées par la Katiba Macina, l'un des plus importants groupes djihadistes violents présents dans la région. Elle vise également à répondre aux questions suivantes :

- 1) Dans la mesure où l'engagement dans l'extrémisme violent n'a pas pris racine de façon uniforme dans l'ensemble des régions du Mali, souvent parce que les caractéristiques des dynamiques locales sont endogènes, comment la région de Mopti est-elle devenue un terrain favorable aux djihadistes du Katiba Macina ?
- 2) Comment des groupes tels que celui du Katiba Macina parviennent-ils à mobiliser les soutiens au niveau local et à s'intégrer au sein des communautés ?
- 3) Pourquoi les individus décident-ils d'adhérer ou de rejoindre la Katiba Macina ?

Introduction

La crise malienne de 2012 a conduit à des interventions menées par la France (au travers de l'Opération Serval devenue Barkhane), l'Union Africaine (AFISMA), les Nations Unies (MINUSMA), puis au déploiement de missions de formations policières et militaires de l'UE. En dépit des efforts menés par ces forces internationales et par la signature d'un accord de paix en 2015, l'insécurité dans le pays s'est accrue, se propageant vers le centre du pays.

Le centre du Mali est actuellement saisi par une recrudescence de l'insécurité,¹ due à une augmentation des conflits intercommunautaires, à la prolifération de milices d'autodéfense et d'acteurs non-étatiques, notamment des groupes djihadistes violents et des bandits.

La désertion de l'État associé à l'abandon du centre du pays par les acteurs internationaux a ouvert la région à des acteurs non-étatiques violents, qui ont progressivement intégrés les communautés locales. Ainsi, 2018 a été l'année la plus violente depuis l'intervention française de 2013.²

La « Katiba Macina »,³ l'un des groupes islamistes radical opérant activement à Mopti et dans certaines zones de Ségou, au Centre Mali, est dirigé par Hamadoun Kouffa,⁴ un prédicateur peul musulman, notoire et respecté, originaire de la petite ville de Niafunké, à Mopti. Tandis que les conflits dans la région ne sont pas nouveaux, ils sont désormais exploités par le groupe de Kouffa et par d'autres factions islamistes qui cherchent à obtenir l'adhésion des communautés locales. La fréquence et l'intensité des violences intercommunautaires a vigoureusement augmenté les cycles de représailles violentes. Avec l'extrémisme violent « islamiste », les clivages intercommunautaires sont devenus hybrides, ajoutant une nouvelle couche à des dynamiques conflictuelles suffisamment complexes dans le Delta.

La déstabilisation supplémentaire au Centre Mali est particulièrement préoccupante pour plusieurs raisons. D'abord, il s'agit d'une région où cohabitent différents groupes ethniques ; c'est un endroit où tous les groupes ethniques se rencontrent. La région est ethniquement diverse et abrite un foyer fait d'un mélange de Peuls, Touarègues et Maures (pour l'essentiel des pasteurs), de Bambara, Dogon, Songhai, Malinke (pour l'essentiel des agriculteurs sédentaires), et de Bozo (pour l'essentiel des pêcheurs). L'instrumentalisation des clivages

¹ Il existe des divergences sur la délimitation officielle du centre du Mali, qui comprend officiellement les régions de Ségou, Koulikoro et Mopti. Certains analystes classeraient Mopti comme faisant partie du nord du Mali. Pour les besoins de cette analyse, nous nous concentrons sur la région de Mopti dans la mesure où il s'agit de la région qui a été le plus touchée par la violence depuis 2015.

² ACLED, *ACLEED 2018: The Year in Review*. Madison: ACLED, 11 January 2019. Available at: <https://www.acleddata.com/wp-content/uploads/2019/01/ACLEED-2018-The-Year-in-Review-Final-Pub-1-1.pdf>

³ « Katiba » est le terme français utilisé pour décrire l'unité ou le bataillon qui a vu le jour pendant la guerre d'Algérie, et qui a été depuis repris par les groupes insurrectionnels islamistes au Maghreb et au Sahel.

⁴ Kouffa aurait été tué lors d'un raid antiterroriste français entre les 22 et 23 novembre 2018. Toutefois, il est apparu dans une vidéo niant les rapports de son décès 28 février 2019. Voir RFI 'Mali: le chef jihadiste Hamadoun Kouffa «probablement» tué par l'armée française,' *RFI*, 23 novembre 2018. Disponible sur: <http://www.rfi.fr/afrique/20181123-mali-chef-jihadiste-hamadoun-kouffa-probablement-tue-armee-française>; et France24, 'Exclusive : Key Mali jihadist Amadou Koufa resurfaces to deny reports of his death,' *France 24*, 28 février 2019. Disponible sur: <https://www.france24.com/en/video/20190228-exclusive-key-mali-jihadist-amadou-koufa-resurfaces-deny-reports-death>

intercommunautaires et inter-ethniques locaux par un groupe islamiste tel que celui de la Katiba Macina exacerbe les tensions latentes entre ethnies, alimentant et propageant davantage la violence dans d'autres communautés. Ces dynamiques sont déjà en train de se répandre dans des pays voisins tels que le Burkina Faso et le Niger qui font eux aussi face à des clivages ethniques similaires dans leurs zones frontalières, et qui ont également été frappés par des attaques terroristes islamistes. Avec une population de 5.6 millions de personnes à Mopti et Ségou, un chiffre cinq fois supérieur à la population vivant dans le nord du pays, la montée de l'insécurité aura d'importantes répercussions humanitaires.⁵

Ensuite, par rapport au nord, le Centre Mali constitue une région stratégique avec des enjeux économiques considérables pour l'économie nationale. Le Delta constitue une plaque tournante commerciale majeure et un bassin alimentaire précieux, avec ses trois systèmes de production prédominants : pastoral (élevage de bétail), agricole (céréales dans les zones sèches et riz dans les zones humides) et halieutique. Ces ressources constituent une partie majeure de l'économie d'exportation du pays.⁶ L'augmentation des conflits dans la région peut donc potentiellement perturber ces systèmes de subsistance, ce qui pourrait avoir des impacts majeurs sur une économie déjà en recul.

Cette note d'orientation vise à identifier comment des groupes extrémistes violents tels que celui de la Katiba Macina parviennent à obtenir l'adhésion des communautés locales, ce qui s'avère essentiel pour comprendre la recrudescence de l'instabilité et de l'insécurité dans le Centre Mali.

Nos résultats tendent à confirmer que la radicalisation et l'engagement dans l'extrémisme violent au Centre Mali n'a pas eu lieu dans n'importe quelles circonstances,⁷ mais se sont plutôt intégrées dans des dynamiques communautaires et sociétales.⁸ Alors que la Katiba Macina opère sous couvert d'un discours sur le djihad mondial, il s'immisce à l'intérieur de conflits locaux liés à l'exploitation des ressources, provoquant et tirant profit des tensions et des

⁵ ACAPS. 'Violence Spreads and Intensifies in Central Mali and over the border to Niger and Burkina Faso: Outlook for July-December 2017. Genève : ACAPS, 21 août 2017. Disponible sur: <https://reliefweb.int/report/mali/mali-outlook-july-december-2017-violence-spreads-and-intensifies-central-mali-and-over>

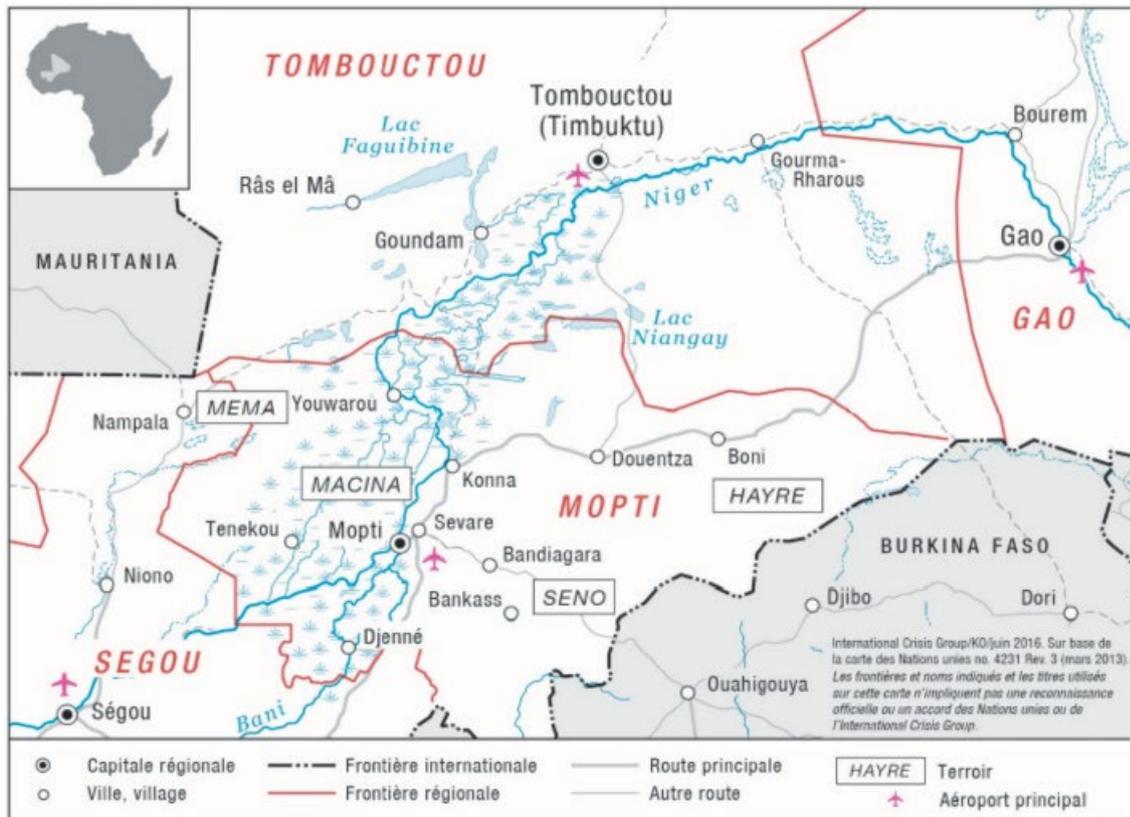
⁶ Traditionnellement, la zone agricole la plus productive du Mali se trouve le long des rives du fleuve du Niger, entre Bamako et Mopti, et s'étend au sud, jusqu'à la frontière avec le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Guinée. Ici, les précipitations moyennes annuelles varient entre 500mm à Mopti et atteignent jusqu'à 1,400mm au sud, près de Sikasso. Coton, riz, millet perlé, légumes, tabac et arbres de cultures sont en grande partie produits là-bas. De même, la plus grande concentration de bétail se situe traditionnellement dans les zones au nord de Bamako et de Ségou, et s'étendent jusque dans le Delta du fleuve Niger, situé dans la région centrale. L'élevage du bétail se tourne néanmoins vers le sud à cause des effets associés de la sécheresse et du vol de bétail. Cela signifie aussi que la progression du conflit au sud, vers la région centrale, pourrait menacer le principal bassin alimentaire du pays. Ceci pourrait avoir des conséquences graves pour la sécurité humaine dans tout le pays. Dès lors, la crise malienne ne peut donc plus être perçue comme une crise touchant uniquement le nord. (Voir aussi Ba et Bøås 2017).

⁷ Les résultats de cette note d'orientation s'appuient sur trente entretiens semi-directifs conduits avec des partenaires à Bamako, ainsi que sur des entretiens téléphoniques menés avec des habitants de Mopti au cours des mois de novembre et décembre 2017. L'identité des personnes interrogées demeure anonyme pour des raisons de sécurité.

⁸ Morten Bøås et Kevin Dunn. *Africa's insurgents: Navigating an Evolving Landscape* (Colorado et Londres: Lynne Rienner Publishers Inc, 2017).

conflits intercommunautaires/inter-ethniques générés pour recueillir des soutiens.⁹ Dans le cas de la Katiba Macina, l'appel au djihad mondial n'est donc pas le principal catalyseur pour recruter et faire adhérer les communautés locales. Toutefois, son alignement avec le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) lui confère une légitimité et une identité religieuse à l'échelle mondiale, un accès à des ressources, à des alliés ainsi qu'à des réseaux nationaux et régionaux. Cela lui permet également à ses membres d'apparaître comme plus puissant et menaçant que s'ils n'avaient été que d'inconnus « katibas » déconnectés du discours sur le djihad mondial.

Comme d'autres groupes insurrectionnels d'Afrique, le groupe de Kouffa entretient une collaboration tacite avec les communautés au moyen de méthodes coercitives (violences ciblées et sélectives), et de modestes mécanismes de gouvernance qui confèrent au groupe une certaine légitimité.¹⁰ Grâce au groupe de Kouffa, les communautés qui se sont longtemps senties comme délaissées ou opprimées par l'État, peuvent bénéficier de davantage de protection, de sécurité, de justice et de services de bases. Le groupe aspire également à solidifier les liens sociaux avec les communautés et à renforcer son ancrage local avec le recrutement d'enfants et la conclusion de mariages.



Source : International Crisis Group, *Forced out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural* (Brussels: International Crisis Group, 11 janvier 2017) Disponible sur : <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/forced-out-towns-sahel-africas-jihadists-go-rural>

⁹ Morten Bøås. 'Crime, coping and resistance in the Mali-Sahel periphery'. *African Security* 8, no. 4 (2015): 299-319.

¹⁰ Ken Menkhaus. 'Governance without Government in Somalia: Spoilers, State Building, and the Politics of Coping'. *International Security* 31, no. 3 (Hiver 2006/07): 74-106.

La Katiba Macina

Cette étude se concentre sur la « Katiba Macina » aussi connue sous le nom de « Front de Libération du Macina » ou encore « les hommes de Kouffa » qui s'est imposé comme l'acteur non-étatique, radical et « djihadiste » armé le plus influent dans le Centre Mali.¹¹ La région de Mopti au centre du pays fait l'objet de cette note parce qu'il s'agit de la région dans laquelle le groupe est le plus actif, et dans laquelle l'instabilité a été la plus prononcée, même si elle l'a aussi été à Ségou, près de la frontière avec le Burkina Faso. La Katiba Macina a augmenté sa présence dans les zones rurales de Mopti et Ségou, de façon régulière et progressive, alors que les forces internationales se sont concentrées sur la stabilisation dans le nord. Bien que déterminer la composition, l'organisation et la structure du groupe s'avère difficile, les observateurs s'accordent pour dire qu'il est constitué d'un « noyau dur » de combattants vivant dans la brousse, d'idéologues, d'informateurs, et d'auxiliaires. Ces recrues proviennent essentiellement de la communauté de pasteurs nomades peuls, mais également de talibés (élèves des écoles coraniques), de groupes marginaux, de bandits et de personnes appâtées par le gain ou voulant régler de vieux comptes.¹² Les informations portent à croire que le groupe cherche à recruter prioritairement des hommes ; les femmes sont quant à elles encouragées à arrêter de travailler, à rester à la maison, ou peuvent être recrutées comme informatrices.¹³

Ce groupe dirigé par Hamadoun Kouffa, un prêcheur peul notoire dans la région, a été actif ces dernières années dans la région de Mopti, cherchant des sympathisants dans les écoles coraniques où il enseignait. Au début des années 2000, Kouffa a su développer des liens avec Ansar Dine's Iyad Ag Ghali grâce au « Tabligh » (encore connu sous le nom de « Dawa »),¹⁴ qui s'est depuis consolidé lors de récentes alliances avec des groupes islamistes, sous la houlette du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, une branche d'Al Qaeda au Mali. La Katiba Macina a favorisé un programme davantage local contrairement à ses autres homologues djihadistes, fournissant vraisemblablement un point d'accès à des groupes tels

¹¹ Le groupe s'est fait connaître dans les médias nationaux et internationaux sous le nom de « Front de Libération du Macina ». Mais, parmi les personnes interrogées à Bamako, le groupe serait communément appelé la « Katiba Macina », tandis que les communautés de Mopti se réfère à lui en parlant des « hommes de Kouffa » ou encore « les hommes de la brousse ». « Katiba » fait référence aux « unités de combat » ou « bataillons », tandis que « Macina » fait allusion à l'empire peul du XIX^{ème} siècle qui s'étendaient des zones inondées du Delta intérieur du Niger jusqu'aux régions actuelles de Mopti et Ségou.

¹² Adam Thiam. *Centre du Mali : Enjeux et Dangers d'une crise négligée* (Bamako : Centre pour le dialogue humanitaire, mars 2017), 37-39. Disponible sur: <https://www.hdcentre.org/fr/updates/nouvelle-publication-centre-du-mali-enjeux-et-dangers-dune-crise-negligee/>. Les entretiens avec les partenaires à Bamako et Mopti ont mené à des conclusions similaires, Bamako, novembre 2017.

¹³ Les recherches sur la base d'éléments concrets au sujet du rôle des filles et des femmes au sein de la Katiba Macina, et concernant les stratégies de recrutement lié au genre font défaut, et nécessitent une recherche plus poussée.

¹⁴ Né à la fin du XIX^{ème} siècle en Inde, le mouvement islamiste radical pakistanais Tablighi Jamaat s'est diffusé dans le nord du Mali, tout particulièrement à Kidal, entre 1997 et 1998. Le mouvement a très vite attiré des Touarègues locales y compris Iyad ag Ghali. Voir Stephen A. Harmon. *Terror and Insurgency in the Sahara-Sahel Region: Corruption, Contraband, Jihad and the Mali War of 2012-2013*. (Burlington, VT : Ashgate, 2014), 159-161.

que ceux d'Ansar Dine ou d'AQMI dans le centre du pays. Il est avancé que la Katiba Macina chercherait à restaurer l'ancien empire théocratique peul du Macina, appelé la Dina (1818-1862), établi par un djihad conduit par Shékou Amadou.

Une insurrection naissante au Centre Mali ?

A bien des égards, le groupe de Kouffa ressemble aussi bien à un « grand réseau d'hommes »¹⁵ qu'à une guérilla classique.¹⁶ Face à la multitude d'acteurs qui ont proliférés dans le Centre Mali – des bandits aux « djihadistes » en passant par les milices d'autodéfense, il est difficile de savoir qui est qui. Cependant, il semblerait que Kouffa, « l'homme fort » de la région, soit à la tête d'un groupe connu sous le nom de « Katiba Macina », communiquant ses instructions à un réseau décentralisé de « katibas » autonomes, qui se réclament de Kouffa en raison de la peur que cela suscite et qui leur permettent de gagner davantage de légitimité.

D'autre part, le groupe a utilisé des stratégies plus classiques utilisées par d'autres insurrections. Pour survivre, prospérer et réussir, les insurrections doivent gagner avec l'appui des populations locales.¹⁷ Mao Tsé-Toung parlait des guérillas comme du poisson nageant dans l'eau, sous-entendant que l'insurrection ne peut pas aboutir sans la population. La Katiba Macina dépend des populations locales pour assurer ses moyens, notamment humains dans le cas des combattants, des auxiliaires, et des informateurs. Mais, le groupe est parvenu à renverser cette dynamique en rendant les populations civiles dépendantes d'elle grâce à la fourniture de services de base et de mécanismes de gouvernance. Sans moyens d'établir un contrôle territorial, les katibas de Kouffa se focalisent sur le contrôle du maillage social en utilisant la persuasion, la coercition, et les liens sociaux déjà existants (comme les appartenances ethniques).

La Katiba Macina s'est stratégiquement installée dans les régions inondées du Mopti, établissant une forte présence dans les « cercles » de Ténenkou, Youwarou, et Douentza. Le groupe est également très présent dans les régions frontalières avec le Burkina Faso, y compris dans les « cercles » de Koro et Bankass. Dans ces zones, ceux qui refusent de collaborer sont menacés, les représentants de l'État sont pourchassés, et le groupe a tenté d'imposer la Charia, la loi islamique. Ils ont aussi cherché à introduire des mécanismes alternatifs de gouvernance ce qui conduit les populations locales à les tolérer, à les accepter voir même à les soutenir.

Il est fondamental de comprendre que le niveau d'intégration et d'assimilation atteint par ce groupe est considérable dans la mesure où des groupes extrémistes islamistes au Mali n'ont pas réussi à établir leur présence dans l'ensemble des régions. Pour comprendre comment la Katiba Macina a établi un ancrage dans le Centre Mali, il est fondamental d'envisager le centre comme un « terreau fertile »¹⁸ au développement de l'extrémisme violent.

Le Centre Mali : un terreau fertile à l'engagement dans l'extrémisme violent ?

¹⁵ Morten Bøås, 'Castles in the sand: informal networks and power brokers in the northern Mali periphery' in *African Conflicts and Informal Power: Big Men and Networks*, ed. Mats Utas (Londres et New York: Zed Books, 2012), 191-136.

¹⁶ Bøås et Dunn, *Africa's insurgents*

¹⁷ Stathis N. Kalyvas. *The Logic of Violence in Civil War*. (Cambridge : Cambridge University Press, 2006).

¹⁸ Ansar Dine n'est pas parvenu à s'établir dans le sud du Mali, au niveau de la frontière avec la Côte d'Ivoire dans la mesure où ces zones ont été intégrées à l'État. Voir International Crisis Group, *Forced out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural*

Autrefois plaque tournante du commerce dans la région, Mopti subit actuellement un ralentissement économique. Les sécheresses de 1973 et des années 1980 ont durement touché l'économie régionale et les systèmes de subsistance, décimant un tiers du bétail de la région.¹⁹ La variabilité climatique a des effets sur les récoltes de la région. Les pluies irrégulières et la faible intensité du fleuve Niger réduisent les zones de terres cultivables et les productions agricoles, rendant des familles exposées à des situations d'insécurité alimentaire prolongées.²⁰

Les pasteurs sont devenus beaucoup plus vulnérables après les sécheresses, les faibles récoltes et les réductions successives et drastiques de leurs troupeaux.²¹ Le secteur du bétail a été durement touché en raison de la réduction de la demande et de la chute spectaculaire du prix du bétail sur les marchés d'Afrique de l'Ouest. Selon les estimations récentes, seulement 33 pourcents du bétail de Mopti est vendu.²²

Le tourisme qui représente 25 pourcents de l'économie régionale a lui aussi été particulièrement touché par l'insécurité dans le nord du pays. Cela a conduit à une augmentation du taux de chômage, et incité beaucoup de jeunes à se tourner vers le brigandage, et notamment le vol de bétail.²³

Concernant les régions sud-centrales du pays (Bamako, Koulikoro, Sikasso, Kayes, Ségou), les habitants de Mopti souffrent de niveaux intenses de pauvreté, avec près de 70 pourcents de la population vivant dans une pauvreté et un dénuement grave.²⁴ Les faibles taux d'alphabétisation et de scolarisation dans le centre sont une autre caractéristique marquante retrouvée à l'échelon territorial. A Mopti, seulement 21 pourcents des hommes et 10 pourcents des femmes sont alphabètes, comparés aux 72 et 51 pourcents pour la ville de Bamako.²⁵ Comparés à d'autres régions, Mopti et Ségou enregistrent les plus faibles taux nets de scolarisation dans les écoles primaires et secondaires²⁶.

¹⁹ Voir Lorenzo Cotula et Salmana Cissé. 'Changes in 'Customary' Resource Tenure Systems in the Inner Niger Delta, Mali', *Journal of Legal Pluralism* 38, no. 52 (2006): 1-30.

²⁰ OCHA. 'Mali: Failed rainy season forces some communities to the brink', *OCHA*, 5 février 2014. Disponible sur : <http://www.unocha.org/country/top-stories/all-stories/mali-failed-rainy-season-forces-some-communities-brink>

²¹ IRIN News. 'Pastoralism – between resilience and survival' *IRIN News*, 3 août 2012. Disponible sur : <http://www.irinnews.org/report/96019/mali-pastoralism-%E2%80%93-between-resilience-and-survival>

²² Thiam, Centre du Mali, 20.

²³ Ibid., 21

²⁴ D'après l'Initiative pour la pauvreté et le développement humain d'Oxford, ceux qui ont été identifiés comme « déserteurs » sont défavorisés dans plus du tiers des indicateurs d'extrême pauvreté (éducation, santé, niveau de vie). Par exemple, deux voire trois enfants du foyer sont décédés (contre un), aucune personne composant le foyer n'a été scolarisée pendant au moins une année (contre cinq), le foyer pratique la défécation en plein air, le foyer ne possède aucun bien. Voir OPHI. 'OPHI Country Briefing 2017: Mali,' (Oxford: OPHI, Université d'Oxford, juin 2017) Disponible sur : www.ophi.org.uk/multidimensional-poverty-index/mpi-country-briefings/.

²⁵ International Crisis Group, *Forced out of towns in the Sahel, Africa's Jihadists go Rural*. (International Crisis Group, 11 janvier 2017). Disponible sur :

<https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/forced-out-towns-sahel-africas-jihadists-go-rural>

²⁶ Francesca Bastagli et Camilla Toulmin, *Mali: Economic Factors Behind the Crisis*. Bruxelles : Union européenne, mars 2014. Disponible sur <http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2014/433754/EXPO->

Combinés, ces facteurs structurels montrent que le Centre Mali constitue un terreau fertile, « propice » à l'engagement dans l'extrémisme violent. Le ralentissement économique, l'augmentation du taux de chômage et le faible taux d'éducation montrent que les communautés désavantagées peuvent être susceptibles de collaborer voir même de rejoindre les hommes de Kouffa. Ces facteurs structurels se traduisent aussi au niveau local par de profondes préoccupations, permettant ainsi à la Katiba Macina d'utiliser la fragilité des communautés locales pour recueillir leur adhésion. Le groupe a également tenté de cibler ceux qui sont les plus vulnérables au sein même de la société, leur offrant des moyens d'échapper à leur situation désespérée grâce à la conviction funeste d'une résistance violente.²⁷ En cherchant à recruter dans les zones les plus pauvres et les moins éduquées, ils ciblent des jeunes hommes démunis, plus perméables à l'endoctrinement religieux, et qui pour certains, pensent qu'ils n'ont rien à perdre en devenant combattant du mouvement.

L'engagement dans l'extrémisme violent et l'intégration communautaire au Delta

Une mobilisation en fonction des tensions interethniques ?

La Katiba Macina a d'abord recruté dans les lignes ethnoreligieuses prédominantes, attirant des membres venus essentiellement de la communauté de pasteurs nomades peuls. Cependant, il est important de nuancer cette description en fonction de l'appartenance ethnique. En effet, la situation socio-économique semble aussi avoir eu un rôle à jouer au niveau de l'engagement dans l'extrémisme violent au Centre Mali : la majorité des peuls n'ont pas rejoints le groupe, et ceux issus d'une lignée religieuse ou aristocratique ont également été pris pour cible par des groupes djihadistes.²⁸

Le groupe fait appel aux sentiments de marginalisation et de stigmatisation des pasteurs nomades peuls, qui ont vu leur situation socio-économique se dégrader au fil des années, principalement à cause des politiques menées par l'État qui ont priorisé l'agriculture sur le pastoralisme.²⁹ Les communautés nomades sont vulnérables aux extorsions d'agents des eaux et forêts, et au vol de bétail commis par d'autres communautés. Ils ont également été ciblés par d'autres communautés qui les accusent d'empiéter sur leurs terres agricoles.³⁰

Cependant, c'est la répression des pasteurs nomades peuls qui a suivi la réinstallation de l'État dans le centre du pays, suite à l'intervention française de 2013, qui a déclenché la radicalisation et l'adhésion croissante de la communauté pour la Katiba Macina. Lorsque Mopti avait été partiellement occupée par le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), certains pasteurs peuls

[DEVE_ET\(2014\)433754_EN.pdf](#), et Banque mondiale, *Geography of Poverty in Mali*. Working Paper. Banque mondiale, 23 avril 2015. Disponible sur :

<http://documents.worldbank.org/curated/en/877031468299934506/pdf/Mali-Geography-of-Poverty-Final.pdf>, xix.

²⁷ Voir aussi Morten Bøås et Kevin Dunn. *Politics of Origin in Africa: Autochthony, Citizenship and Conflict*. (Londres: Zed Books, 2013)

²⁸ Aly Ousmane Diallo 'Ethnic Clashes, Jihad, and Insecurity in Central Mali.' *Peace Review*, 29:3 (2017): 299-306.

²⁹ Voir par exemple Tor. A. Benjaminsen et Boubacar Ba. 'Farmer-Herder Conflicts, Pastoral Marginalisation and Corruption: A Case Study from the Inland Niger Delta of Mali' *The Geographical Journal* 175, no. 1 (Mars 2009): 71-81.

³⁰ Entretiens avec des consultants et des personnes à Bamako, novembre 2017.

ont rejoints le MUJAO, craignant une prédominance touarègue dans la région, mais aussi pour se protéger contre le pillage et le vol de bétail.³¹ Lorsque les forces de sécurité sont réintervenues dans ces zones, le « fichage ethnique » des pasteurs peuls comme « djihadistes » a conduit à des arrestations massives, à des abus voir même à l'usage de la torture. Pratiquement tous ceux qui ont été arrêtés ont été libérés faute de preuve.³² Certains pasteurs se sont alors tournés vers le groupe de Kouffa afin de bénéficier d'une protection, déclenchant la mobilisation d'autres groupes politico-militaire armés et de milices d'autodéfense.³³ Cet événement a facilité le développement de la Katiba Macina, en générant frustration, ressentiment et humiliation parmi les pasteurs peuls, catalysant efficacement leur engagement pour le groupe.

Les FAMA (forces armées maliennes) continuent de stigmatiser les pasteurs peuls au travers d'arrestations, d'exactions et de raids, ce qui participe à entretenir le recrutement.³⁴ Ces processus ont donné lieu à une réification des identités ethniques, ce qui engendre une suspicion mutuelle et une méfiance vis-à-vis de l'« autre ethnique », qui a le potentiel de provoquer d'autres processus de radicalisation et de violences intercommunautaires.³⁵

Les activités des insurgés islamistes comme la Katiba Macina ont été à la base de la création des autres milices d'autodéfense ethnique parmi les communautés Dogon, Bambara et Peulh. Certains de ces groupes prétendent avoir pris les armes en raison de l'incapacité de l'État à les protéger contre les attaques de leurs villages.³⁶ Des inquiétudes majeures sur l'appui de l'État malien en équipement et en formation à certains groupes d'autodéfense ont été soulevées.³⁷ Les peulhs, accusés de se cacher ou d'être alliés aux 'djihadistes' par des groupes d'autodéfense et par les opérations antiterroristes des FAMA, ont ainsi été pris pour cible de manière disproportionnée et accrue.³⁸ Un cercle vicieux de violence intercommunautaire meurtrière s'en est suivi, soutenu par une logique de représailles et de vengeance. Des villages entiers ont été pillés et brûlés, plusieurs massacres à grande échelle ont eu lieu de tous côtés.³⁹

³¹ Boukary Sangary. *Le Centre du Mali : épice de djihadisme ?* (Bruxelles : GRIP, 20 mai 2016), 2.

³² Human Rights Watch, *Mali: Abuses Spread South, Islamist Armed Groups' Atrocities, Army Responses Generate Fear* (Dakar: Human Rights Watch, 19 février 2016) Disponible sur : <https://www.hrw.org/news/2016/02/19/mali-abuses-spread-south>

³³ Il s'agit par exemple des groupes d'autodéfense dozos « chasseurs traditionnels » composés principalement de Dogon comme le Da Na Amassagou, des groupes d'autodéfense Peuls comme Peulh Alliance pour le Salut du Sahel, et d'autres groupes d'autodéfense villageois de toutes les communautés. Voir Human Rights Watch. *We Used to Be Brothers: Self-Defense Group Abuses in Central Mali*. New York: Human Rights Watch, December 7, 2018, 25-31. Disponible sur: <https://www.hrw.org/news/2018/12/07/mali-dangerous-upsurge-abuse-ethnic-militias>

³⁴ Entretien avec la société civile, Bamako, novembre 2017. Voir aussi Human Rights Watch, *Mali: Unchecked Abuses in Military Operations: Mali, Burkina Faso Troop Commit Killings, 'Disappearances,' Torture* (Nairobi: Human Rights Watch, 8 septembre 2017) Disponible sur : <https://www.hrw.org/news/2017/09/08/mali-unchecked-abuses-military-operations>

³⁵ Cédric Jourde. 'How Islam intersects ethnicity and social status in the Sahel' *Journal of Contemporary African Studies* 35, no. 4 (2017):1-19.

³⁶ Human Rights Watch. *We Used to Be Brothers*, 1.

³⁷ Ibid, 22-24.

³⁸ Human Rights Watch, *We Used to Be Brothers*

³⁹ Ibid, 32-33.

Human Rights Watch a documenté qu'en 2018, plus de 200 civils ont été tués dans des violences communautaires à Mopti.⁴⁰

Il semblerait que le groupe soit en train de recruter activement au sein d'autres groupes ethniques dans l'espoir d'étendre sa base de soutien. Jusqu'à quel point ont-ils réussi demeure incertain. D'après certains informateurs, le groupe est actuellement à la deuxième phase du recrutement. Il se positionnerait comme le protecteur de l'ensemble des musulmans, peu importe leur ethnie d'appartenance, afin d'élargir ses effectifs, mais aussi pour dissiper les réactions négatives causées lorsque le groupe a été perçu comme ne protégeant que les peuls.⁴¹ Le groupe s'adresse aux plus marginalisés et à ceux qui se trouvent au bas de l'échelle sociale. Cependant, alors que le groupe a initialement concentré son recrutement au sein de la communauté peule et a été considéré comme un groupe peul (même s'il a été avancé qu'il n'a jamais publiquement affiché qu'il ne représentait que les intérêts peuls), cela signifie que l'élargissement de l'effectif se fera au moyen de tractations internes difficiles.⁴²

Le rôle de la religion

Dans la lignée d'autres études, le rôle de la « religion » et de l'appel au « djihad » a constitué un important vecteur, mais pas un facteur suffisant pour pouvoir expliquer à lui seul les stratégies d'engagement dans l'extrémisme violent.⁴³ Les aspects égalitaristes de la religion ont attiré beaucoup de personnes, particulièrement lorsque cela a été mis en relation avec l'idée selon laquelle l'État malien est corrompu et injuste. D'après certaines informations, le groupe a exercé des pressions et des coercitions sur plusieurs *marabouts* afin d'avoir accès à leurs talibés. Toutefois, plusieurs cas de talibés ayant rejoints le groupe de Kouffa plus pour des raisons socio-économiques que par attrait religieux ont été rapportés.

Certains observateurs pensent que les prêches de Kouffa sont devenus si puissants qu'ils peuvent convaincre et endoctriner les plus jeunes. Chaque semaine, les prêches de Kouffa, enregistrés sur des cartes mémoires ou échangés via Bluetooth, circulent instantanément au sein des communautés.⁴⁴ Alors qu'au départ, le groupe avait essentiellement son recrutement au sein de la communauté des pasteurs peuls, il semblerait que le groupe ait changé de tactique. Il s'affiche désormais comme le protecteur de l'ensemble des musulmans, afin de recueillir le soutien d'autres groupes ethniques. Ceci est sans aucun doute une évolution naturelle des groupes d'insurgés islamistes, mais il est probable que nous assisterons aux limites de cette stratégie d'intégration locale lorsque le groupe sera amené à trancher des conflits locaux fondés sur les droits. Il reste à savoir si la Katiba Macina trouvera un moyen de

⁴⁰ En juillet 2018, MINUSMA a documenté 99 incidents dont 289 civils ont été tués et la majorité (environ 77 %) sont de Mopti. OHCHR, 'Press Briefing notes on Nicaragua, Mali and Kashmir,' Genève : Nations Unies, 17 juillet, 2018. Disponible sur:

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23383&LangID=E>. Human Rights Watch affirme que plus de 200 civils ont été tués dans des violences communautaires à Mopti en 2018, voir Human Rights Watch, *We Used to Be Brothers*

⁴¹ Entretien avec des chercheurs, des universitaires et des consultants, Bamako, novembre 2017.

⁴² Entretien avec des chercheurs, Bamako, novembre 2017.

⁴³ Institute for Security Studies. *Mali's young 'jihadists': fueled by faith or circumstance?* Policy Brief 89 (Dakar: ISS, août 26, 2016). Disponible sur: <https://issafrica.org/research/policy-brief/malis-young-jihadists-fuelled-by-faith-or-circumstance>

⁴⁴ Entretien avec des ONG travaillant à Mopti, des consultants et des chercheurs ayant des réseaux dans la région.

résoudre les incohérences de cette double stratégie, là où d'autres groupes ont eu bien du mal à les résoudre (AQMI ou Ansar Dine).

Exploiter les tensions intracommunautaires : le libérateur des opprimés

Une autre stratégie utilisée par la Katiba Macina est d'exploiter les tensions à l'intérieur d'un groupe, en se présentant comme le « libérateur » des classes populaires et des « cadets sociaux » (jeunes ou mineurs en situation d'exclusion). Les structures sociales au sein d'un groupe sont particulièrement prononcées dans certaines régions du Delta, et très conservatrices au sein de la société peule. Ce discours 'égalitaire' défendu par le groupe leur a permis d'acquérir une très grande popularité.⁴⁵

Beaucoup ont déjà adhéré au groupe et à son objectif de renverser les structures sociales, ce qui lui permet d'accueillir de nouvelles recrues et de gagner la reconnaissance d'autres classes sociales désavantagées. Cela appuie les résultats d'autres recherches qui soulignent que l'obtention d'une meilleure situation sociale est une explication clé de la raison pour laquelle les personnes décident de rejoindre la Katiba Macina.⁴⁶ Après avoir démontré leur loyauté, les combattants recrutés ont souvent accès à des motos, à un salaire modeste, et à une meilleure situation sociale grâce à leur nouvelle appartenance. D'autres données laissent également entendre que le groupe profiterait des tensions intergénérationnelles, particulièrement chez les jeunes hommes qui, frustrés par des structures sociales conservatrices, souhaitent se rebeller contre leurs aînés.

Ces processus exacerbent les risques de clivages entre groupes, et dans certaines régions, cela conduit à des affrontements et à des règlements de comptes entre groupes sociaux peuls.⁴⁷ Comprendre les statuts socio-économiques des groupes sociaux désavantagés est donc essentiel pour comprendre l'engagement dans l'extrémisme violent.

L'appropriation des conflits liés aux droits et aux ressources

Les conflits liés aux droits et aux ressources dans le Delta ne sont pas nouveaux.⁴⁸ Les conflits concernant l'accès et le contrôle de terres agricoles et de ressources hydriques ont considérablement augmentés dans le Delta, amplifiés par la pression environnementale et démographique. Ces conflits sont souvent plus visibles entre bergers et fermiers. Les litiges surviennent pour une multitude de raisons mais, la plupart sont causés par des désaccords concernant le bornage d'une terre, les droits fonciers, l'usage hydrique, ou encore des récoltes abîmées par le passage d'un berger.⁴⁹

⁴⁵ Entretiens avec des consultants et des membres de la société civile, Bamako, novembre 2017.

⁴⁶ Louisa Waugh et Mana Farooghi. *They treat us all like jihadis: looking beyond violent extremism to building peace in Mali* (International Alert, décembre 2016) Disponible sur : <http://www.international-alert.org/publications/they-treat-us-all-like-jihadis-en> and Mercy Corps et Inter Peace 'We Hope and We Fight: Youth, Communities and Violence in Mali' (Bamako: Mercy Corps: septembre 2017)

Disponible sur:

https://www.mercycorps.org/sites/default/files/Mercy%20Corps_Mali_Hope%20and%20Fight_Report_Eng_Sept%202017_0.pdf

⁴⁷ Voir aussi Sangary, *Le centre du Mali : épice de djihadisme ?*

⁴⁸ Voir par exemple Trond Vedeld. 'Village politics: Heterogeneity, leadership and collective action'. *The Journal of Development Studies* 36, no. 5, (2000): 105-134.

⁴⁹ Cotula et Cissé, *Changes in Customary Resource Tenure Systems*

La Katiba Macina a suscité une acceptation générale grâce à sa gestion et son contrôle des « bourgoutières »,⁵⁰ en arrêtant les droits d'usages, avançant que ces terres très prisées n'appartiennent qu'à « Dieu ». Les observateurs remarquent que le groupe gère très bien les couloirs de transhumance.⁵¹ Ceci contraste avec l'augmentation des droits d'usages (qui peuvent parfois atteindre jusqu'à 1,000,000 CFA, c'est-à-dire près de 1,700 dollars américains) prélevés par les « Jowros » qui forment une partie de la classe noble des Rimbé, et par les gardiens des pâturages. Les droits d'usages (ou droit de pâturage) ont suscité beaucoup d'amertume du côté des éleveurs qui voient les Jowros comme des personnes corrompues, empochant injustement ces redevances pour leur profit personnel.⁵²

L'instrumentalisation de ces conflits par le Katiba Macina nourrit, provoque et aggrave les conflits latents entre groupes. Il existe des cas enregistrés où les hommes de Kouffa sont intervenus stratégiquement dans des conflits liés aux ressources, en assassinant le « chef du village » d'une autre communauté (Dogon ou Bambara) pour déclencher une reprise des attaques contre les éleveurs peuls. Beaucoup de personnes se sont alors tournées vers Kouffa qui pouvait en échange de leur allégeance, leur fournir un supplément d'armes pour qu'ils assurent leur propre défense⁵³.

Instaurer des mécanismes alternatifs de gouvernance

Les « katibas » ont instaurés de modestes mécanismes de gouvernance dans les zones rurales où l'État a déserté. Ils ont progressivement sensibilisé les communautés à leurs modes de gouvernance, se rendant souvent dans les villages, à motos et lourdement armés, sermonnant les habitants d'écouter les prêches et leur expliquant les nouveaux préceptes de la Charia.

Le groupe a d'abord suspendu la perception des taxes, une mesure qui a été favorablement reçue. Dans certaines régions, il a ensuite introduit la Zakat, une obligation pour toute famille musulmane de prélever une somme d'argent sur une partie de ses richesses afin de la reverser aux plus pauvres mais, qui peut également être reversée pour nourrir ou financer les combattants.⁵⁴ Les combattants ont aussi réussi à prendre le contrôle de checkpoints situés au bord du fleuve Niger, soutirant des taxes et pilant les marchandises des bateaux de passage.

La Katiba Macina a également réussi à exploiter les sentiments d'injustice au sujet des conflits liés à la mauvaise gestion des ressources par l'État, et à son incapacité à rendre justice. Lorsque des désaccords surviennent, des « tribunaux mobiles » composés de représentants du groupe de Kouffa se rendent à moto pour écouter les deux parties en désaccord, et résolvent immédiatement le conflit. Cette façon de rendre la justice sur-le-champ, de manière

⁵⁰ Ce sont des champs fertiles hautement nutritifs que les pasteurs nomades utilisent pour faire brouter leur bétail. Voir Cotula et Cissé 2006, 7.

⁵¹ Entretiens avec des consultants et des journalistes, mais aussi des entretiens téléphoniques avec des membres de la société civile de Mopti, Bamako, novembre 2017. Dans certaines localités où les « Jowros » sont particulièrement présents, certains ont observé que « les djihadistes » leur ont permis de continuer à percevoir les droits d'usages mais à un taux réduit, et les ont forcés à partager leurs gains avec leurs familles élargies et leurs villages.

⁵² Cotula and Cissé, *Changes in Customary Resource Tenure Systems*, 6

⁵³ Entretien avec un consultant effectuant un travail sur le terrain dans la région, Bamako, novembre 2017.

⁵⁴ Entretien téléphonique avec un résident de Mopti, Bamako, novembre 2017.

expéditive et sans contestation est très populaire auprès des populations locales. Cela contraste vivement avec l'attitude corrompue des magistrats locaux, qui ont la réputation d'extorquer de l'argent et de réclamer des paiements en nature aux plaignants pour assurer leur enrichissement personnel. Les conflits liés aux ressources sont difficiles à résoudre en raison de la coexistence d'un droit législatif avec un droit coutumier.⁵⁵ Les affaires traînent pendant des années, demeurent non résolues, ruinent les deux parties, parce qu'en définitive, la partie gagnante au procès est celle qui paiera le plus.⁵⁶ Pour reprendre les propos d'une source locale « ils se comportent comme l'État, mais c'est plus équitable et juste ».⁵⁷

La Katiba Macina a démontré sa capacité à exploiter les communautés les plus vulnérables, comme celles vivant dans une pauvreté frisant le dénuement, et celles touchées par l'insécurité alimentaire. Ceci est particulièrement le cas dans les « cercles » de Douetza, Ténenkou et Youwarou. Dans ces zones, les hommes de Kouffa sont souvent arrivés les mains chargées de nourriture pour s'assurer d'une adhésion des villages. Comme disait l'une des personnes interrogée « un homme affamé n'est pas libre, mais si quelqu'un offre de la nourriture à des enfants affamés, tu vas le suivre ».⁵⁸ Ainsi, le groupe parvient à rendre des civils dépendants en leur fournissant des produits de première nécessité pour leur survie.

Les liens sociaux et les relations avec les communautés

En plus d'instaurer des mécanismes alternatifs et précaires de gouvernance, les « katibas » ont infiltrés le tissu social du Delta en utilisant des méthodes de « piège social ».⁵⁹ Le groupe tente de solidifier les liens sociaux avec les communautés pour s'assurer de leur collaboration et de leur allégeance. Certaines informations laisseraient entendre que la Katiba Macina a commencé un recrutement forcé d'enfants, symbole de l'allégeance d'un village qui bénéficiera en contrepartie de sa protection ; cette pratique a déjà été observée dans le cadre d'autres insurrections. Les hommes de Kouffa apparaissent comme des frères, des pères, des oncles et des soutiens familiaux pour ces communautés, créant ainsi une dépendance sociale favorable au groupe. Le groupe se sert aussi des mariages conclus (parfois forcés, parfois pas) dans des villages, une stratégie utilisée par le MUJAO et AQMI pour s'intégrer dans les communautés du nord.⁶⁰

L'usage de la coercition

La Katiba Macina a réussi à contrôler un certain niveau de la population en appliquant une combinaison de mesures « coercitives ». Celles-ci incluent l'usage de la violence sélective via

⁵⁵ Niagalé Bagayoko et al. 'Masters of the land: competing customary and legal systems for resource management in the conflicting environment of the Mopti region, Central Mali' *The Broker*, Juin 2017. Disponible sur : <http://www.thebrokeronline.eu/Blogs/Sahel-Watch-a-living-analysis-of-the-conflict-in-Mali/Masters-of-the-land>

⁵⁶ Entretiens avec des consultants, des chercheurs et des travailleurs d'ONG à Mopti, Bamako, novembre 2017. Des constatations similaires ont été faites par Vedeld lorsqu'il a mené ses recherches dans la région au cours des années 1990. Voir par exemple Trond Vedeld. 'The State and the Commons in the Sahel: Observations in the Niger River Delta in Mali,' *Occasional Paper*. (2014):121-156.

⁵⁷ Entretien avec un professeur qui se rend fréquemment dans la région, Bamako, novembre 2017.

⁵⁸ Une personne anonyme interrogée, Bamako, novembre 2017.

⁵⁹ Voir Jannie Lilja. 'Trapping Constituents or Winning Hearts and Minds? Rebel Strategies to Attain Constituent Support in Sri Lanka' *Terrorism and Political Violence* 12, no. 2 (2009): 306-326.

⁶⁰ Voir par exemple Bøås. 'Crime, Coping, and Resistance in the Mali-Sahel Periphery,' 312.

des assassinats ciblés pour éliminer ceux qui ne collaborent pas, identifier les dénonciateurs potentiels, ce qui n'est pas sans rappeler la stratégie couramment utilisée par les groupes d'insurrections cherchant à exercer un contrôle territorial.⁶¹ Depuis 2015, une série d'assassinats ciblés visant les personnes dépositaires de l'autorité publique ont eu lieu (comme par exemple à l'encontre de conseillers municipaux, de chefs de villages, d'imams locaux, de figures religieuses ou encore de magistrats). Les journalistes et les stations radios qui peuvent parfois critiquer le groupe ont eux aussi fait l'objet de menaces.⁶² Lorsque les hommes de Kouffa débarquent pour convaincre un village de les rejoindre, les réfractaires sont menacés, ce qui explique que bien souvent, les chefs de villages n'ont d'autre choix que celui d'accéder à leur demande. La combinaison de ces facteurs coercitifs a eu pour effet de faire davantage reculer l'État, ce qui permet au groupe de consolider son emprise sur les communautés.

La Katiba Macina a établi un solide réseau d'informateurs qui se sont intégrés et vivent dans les communautés. Ils ont reçu pour instruction d'informer les hommes de Kouffa dès qu'ils repèrent des représentants de l'État, des FAMA, de la Barkhane ou encore de la MINUSMA. D'après certaines informations, beaucoup de femmes ont été sommées d'arrêter de travailler, ou ont été recrutées comme informatrices en échange d'un paiement modique. Cela participe également à nourrir le sentiment que le groupe est omniprésent, semant ainsi la peur et faisant taire la dissidence, pour reprendre les propos d'une personne interrogée : « nous ne savons pas qui est qui, ils sont la communauté ». ⁶³

Tout comme l'introduction brutale de la Charia dans le nord a aliéné les communautés locales, la réduction des libertés civiles par les katibas engendre des résistances dans de nombreuses localités du Centre Mali. Le groupe a réussi à mettre un peu de justice et d'ordre mais, au moyen de sévères sanctions contre le vol.⁶⁴ Forcer les femmes à porter le voile, interdire la consommation d'alcool et de tabac, ou encore éviter les mariages civils, les fêtes et le folklore sont des mesures extrêmement impopulaires.

La fermeture des écoles marque un rejet franc de l'éducation occidentale, et a généré beaucoup d'amertume au sein des communautés locales. Le groupe a également cherché à purifier la région de l'influence occidentale, qui n'est pas sans rappeler la stratégie employée par Boko Haram dans le nord du Nigéria. En mai 2017, l'UNICEF estimait que 270 écoles ont été fermées dans la région de Mopti en raison de la menace « djihadiste », laissant près de 80,000 écoliers déscolarisés, ce qui expose davantage les enfants et les jeunes au risque d'être recruté par le groupe.⁶⁵

Conclusions

Le cas du Centre Mali démontre qu'une perspective locale est avant tout nécessaire pour comprendre les facteurs qui influent sur l'engagement dans l'extrémisme violent. Le centre du

⁶¹ Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*

⁶² Entretien avec plusieurs médias à Mopti, Bamako, 30 novembre 2017.

⁶³ Entretien téléphonique avec un résident de Mopti, Bamako, novembre 2017.

⁶⁴ Certaines personnes interrogées ont évoqué des cas de « djihadistes » coupant les mains des voleurs.

⁶⁵ Kieran Guilbert. 'Spreading south, jihadist violence threatens future of children in central Mali' *Reuters*, 22 mai 2017. Disponible sur : <https://www.reuters.com/article/us-mali-violence-aid/spreading-south-jihadist-violence-threatens-future-of-children-in-central-mali-idUSKBN1811JE>

pays a constitué un terreau favorable au développement de l'extrémisme violent. Surtout, la désertion de l'État a permis à des groupes comme celui de la Katiba Macina de développer un ancrage local, en s'intégrant dans le tissu social des communautés et en introduisant les mesures gouvernementales dont elles avaient grandement besoin. Le groupe a astucieusement tourné à son profit les dynamiques conflictuelles locales. En se présentant comme le protecteur des stigmatisés, le soutien des vulnérables, et le libérateur des opprimés, il peut bénéficier, en contrepartie, de « soutiens » locaux que nous pouvons interpréter comme une acceptation tacite ou un acte de résistance face à la coercition, voir même comme une participation active en tant que membre du groupe.

L'ethnicité est un outil important d'engagement parmi la communauté peule, mais il faut également être attentif aux différences et aux difficultés socio-économiques au sein et entre ethnies, qui permettent aux groupes extrémistes violents de les exploiter. Ces stratégies de mobilisation ont des répercussions plus larges sur la diffusion de l'extrémisme violent dans le Sahel ; Les groupes islamistes sont d'ores et déjà en voie de recruter des groupes marginaux aux confins du Burkina Faso et du Niger.

Bien que la version locale-mondiale du djihad proposé par Kouffa peut constituer une marque attrayante pour son mouvement afin d'augmenter sa légitimité, la présente analyse révèle que l'engagement pour l'extrémisme violent est enraciné dans des revendications socio-économiques et politiques profondes, particulièrement chez les groupes démunis. Autrement dit, tout effort mené pour résoudre cette crise doit prendre racine dans des réformes de la gouvernance à l'échelon régional et local, mais aussi s'accompagner d'efforts concertés pour rétablir et renforcer les relations entre l'État et la société. Le gouvernement doit être en mesure d'apparaître comme une alternative crédible, légitime et préférable face à des groupes tels que celui du Front de Libération du Macina, pour regagner la confiance des communautés locales.

Recommandations

Prendre des mesures à l'égard des facteurs macroéconomiques qui participent à faire de Mopti un terreau favorable à l'extrémisme violent :

- Les acteurs sécuritaires tels que les FAMA, la force Barkhane, la MINUSMA ou la force conjointe du G5 Sahel doivent augmenter leur présence en dehors des centres villes, c'est-à-dire dans les zones rurales et inaccessibles. Cette présence sécuritaire doit être constante dans le temps afin d'empêcher que des groupes islamistes tels que celui de la Katiba Macina puisse se réinfiltrer et consolider sa présence.
- Le gouvernement malien doit rétablir la présence d'un État légitime dans le centre du Mali, et faciliter l'accès aux services de base (notamment en matière d'éducation, de santé, et d'aide aux familles affectées par l'insécurité alimentaire), particulièrement dans les zones rurales du centre du pays.
- Pour changer la perception selon laquelle l'État est corrompu, injuste et prédateur, la *qualité* du rétablissement et de l'extension de la présence de l'État devra être un point essentiel de l'aide apportée au gouvernement par les acteurs internationaux. La priorité majeure devra être faite pour améliorer la gestion des conflits liés aux ressources, renforcer l'ordre public ainsi que le système judiciaire afin qu'une justice juste et équitable soit à la disposition des communautés et ce dans un délai raisonnable. Une

mesure concrète qui pourrait être prise à cet égard serait par exemple l'instauration de tribunaux étatiques mobiles, soutenus par des programmes internationaux sur l'État de droit.

- La société civile devrait être aidé pour amorcer le dialogue au niveau régional et intercommunautaire afin de permettre aux communautés du Centre Mali de faire entendre leurs voix et concrétiser les priorités pour faire avancer l'amélioration des relations entre l'État et la société, ainsi que la réconciliation entre les communautés.
- Le gouvernement doit encourager l'égalité d'accès à l'école pour les garçons et les filles. Le gouvernement malien devra faire en sorte de s'assurer que les capacités d'accueil sont suffisantes dans les écoles situées dans les zones environnantes de Mopti, afin que les enfants et les jeunes ayant fui à cause de l'insécurité puissent, à court et à moyen terme, pouvoir aller dans des écoles à proximité.
- Le gouvernement, les ONG nationales et internationales doivent mieux comprendre les structures sociales traditionnelles et son impact sur les jeunes générations, afin de résorber la fracture intergénérationnelle au sein des communautés du Centre Mali.
- Si la stabilité revient dans la région, une stratégie de développement global pour Mopti sera nécessaire. Les acteurs du développement international devront se préparer à soutenir ce plan, en lien avec les initiatives gouvernementales menées comme celle pour le 'Plan de Sécurisation Intégré des Régions du Centre' (PSIRC), afin que les interventions humanitaires puissent immédiatement être mises en place, de façon neutre et impartiale pour que l'aide apportée ne nourrisse pas davantage les griefs existants entre communautés.

Empêcher les stratégies d'engagement de la Katiba Macina et créer des alternatives pour empêcher les plus vulnérables de rejoindre ces groupes :

- En ciblant prioritairement la jeunesse, le gouvernement malien et ses partenaires devra proposer des formations professionnelles et encourager les entreprises du secteur privé situées dans le centre du pays à proposer des stages afin de développer les perspectives d'avenir et l'autonomisation des jeunes.
- Les chefs religieux et les professeurs doivent concevoir des contre-discours pour combattre les prêches radicaux des groupes djihadistes. Ceux-ci doivent être diffusés via Bluetooth, WhatsApp, et oralement pour ceux qui ne possèdent pas de téléphones portables.
Rappeler les enseignements du Coran et démystifier les mythes doit devenir une priorité dans les écoles coraniques du pays, même si les zones davantage exposées à Mopti et à Ségou doivent faire l'objet d'une attention particulière.
- Les femmes doivent être incluses dans les efforts menés pour instaurer des activités génératrices de revenus, y compris dans le domaine de la formation professionnelle, afin de les rendre moins vulnérables à un recrutement en tant qu'auxiliaires. Compte tenu de leur rôle prépondérant au sein de la cellule familiale, les femmes doivent constituer un volet important dans les efforts menés contre l'extrémisme violent au niveau local.
- Les FAMA et les autres acteurs sécuritaires comme la force Barkhane ou la force conjointe du G5 Sahel doivent assurer le respect des droits de l'homme, de la justice

et des mécanismes de responsabilisation durant leurs opérations militaires contre-terroristes et contre-insurrectionnelles afin d'éviter que cela n'alimente davantage la radicalisation des communautés. Les partenaires des FAMA doivent rappeler les coûts occasionnés par des violations du droit international humanitaire (DIH) et du droit international des droits de l'homme (DIDH), en fournissant des résultats probants sur la façon dont les abus commis par les services de sécurité ont alimenté la radicalisation. La mission de formation de l'Union européenne (EUTM) doit accorder une attention particulière à l'approfondissement du respect du DIH et du DIDH, et déterminer comment ils peuvent assister le gouvernement malien pour rendre compte des abus commis.

Références bibliographiques

ACLED, *ACLED 2018: The Year in Review*. Madison: ACLED, 11 janvier 2019. Disponible sur: https://www.acleddata.com/wp-content/uploads/2019/01/ACLED-2018-The-Year-in-Review_Final_Pub-1-1.pdf

ACAPS, *Violence Spreads and Intensifies in Central Mali and over the border to Niger and Burkina Faso: Outlook for July-December 2017*. Genève: ACAPS, 21 août 2017. Disponible sur: <https://reliefweb.int/report/mali/mali-outlook-july-december-2017-violence-spreads-and-intensifies-central-mali-and-over>

Ba, Boubacar and Bøås, Morten. *Mali: A Political Economy Analysis*, Oslo: NUPI, novembre 2017. Disponible sur: https://nupi.brage.unit.no/nupi-xmlui/bitstream/handle/11250/2468085/NUPI_rapport_Mali_Ba_B%25C3%25B8%25C3%25A5s.pdf?sequence=2&isAllowed=y

Bagayoko, Niagalé et al. 'Masters of the land: competing customary and legal systems for resource management in the conflicting environment of the Mopti region, Central Mali' *The Broker*, juin 2017. Disponible sur : <http://www.thebrokeronline.eu/Blogs/Sahel-Watch-a-living-analysis-of-the-conflict-in-Mali/Masters-of-the-land>

Banque mondiale, *Geography of Poverty in Mali*. Working Paper. Banque mondiale, 23 avril 2015. Disponible sur: <http://documents.worldbank.org/curated/en/877031468299934506/pdf/Mali-Geography-of-Poverty-Final.pdf>

Bastagli, Francesca and Toulmin Camilla, *Mali: Economic Factors Behind the Crisis*. Brussels: European Union, mars 2014. Disponible sur: [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2014/433754/EXPO-DEVE_ET\(2014\)433754_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2014/433754/EXPO-DEVE_ET(2014)433754_EN.pdf)

Benjaminsen, Tor. A et Ba, Boubacar. 'Farmer-Herder Conflicts, Pastoral Marginalisation and Corruption: A Case Study from the Inland Niger Delta of Mali.' *The Geographical Journal* 175, no. 1 (Mar. 2009): 71-81.

Bøås, Morten et Dunn, Kevin. *Africa's insurgents: Navigating an Evolving Landscape*. Colorado et Londres: Lynne Rienner Publishers Inc, 2017.

Bøås, Morten. 'Crime, Coping, and Resistance in the Mali-Sahel Periphery'. *African Security* 8 no. 4, (2015): 299–319.

Bøås, Morten et Kevin C. Dunn. *Politics of Origin in Africa: Autochthony, Citizenship and Conflict*, Londres: Zed Books, 2013.

Bøås, Morten. 'Castles in the sand: informal networks and power brokers in the northern Mali periphery' in *African Conflicts and Informal Power: Big Men and Networks*, edited by Mats Utas, 191-136. Londres et New York: Zed Books, 2012.

Cotula, Lorenzo et Salmana, Cissé. 'Changes in 'Customary' Resource Tenure Systems in the Inner Niger Delta, Mali', *Journal of Legal Pluralism* 38, no. 52 (2006): 1-30.

Diallo, Aly Ousmane. 'Ethnic Clashes, Jihad, and Insecurity in Central Mali.' *Peace Review* 29, no. 3 (2017) : 299-306.

France24, 'Exclusive: Key Mali jihadist Amadou Koufa resurfaces to deny reports of his death,' *France 24, 28 février, 2019*. Disponible sur : <https://www.france24.com/en/video/20190228-exclusive-key-mali-jihadist-amadou-koufa-resurfaces-deny-reports-death>

Guilbert, Kieran. 'Spreading south, jihadist violence threatens future of children in central Mali' *Reuters, 22 mai, 2017*. Disponible sur : <https://www.reuters.com/article/us-mali-violence-aid/spreading-south-jihadist-violence-threatens-future-of-children-in-central-mali-idUSKBN18I1JE>

Harmon, Stephen A. *Terror and Insurgency in the Sahara-Sahel Region: Corruption, Contraband, Jihad and the Mali War of 2012-2013*. Burlington, VT: Ashgate, 2014.

Human Rights Watch, *We Used to Be Brothers: Self-Defense Group Abuses in Central Mali* Human Rights Watch: New York, décembre 2018. Disponible sur: <https://www.hrw.org/news/2018/12/07/mali-dangerous-upsurge-abuse-ethnic-militias>

Human Rights Watch, *Mali: Unchecked Abuses in Military Operations: Mali, Burkina Faso Troop Commit Killings, 'Disappearances,' Torture*. Human Rights Watch: Nairobi, 8 septembre 2017. Disponible sur : <https://www.hrw.org/news/2017/09/08/mali-unchecked-abuses-military-operations>

Human Rights Watch. *Mali: Abuses Spread South, Islamist Armed Groups' Atrocities, Army Responses Generate Fear*. Human Rights Watch: Dakar, 19 février 2016. Disponible sur : <https://www.hrw.org/news/2016/02/19/mali-abuses-spread-south>

International Crisis Group, *Forced out of Towns in the Sahel, Africa's Jihadists Go Rural*. Brussels: International Crisis Group, 11 janvier 2017. Disponible sur : <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/forced-out-towns-sahel-africas-jihadists-go-rural>

International Crisis Group, *Central Mali: An Uprising in the Making?* Africa Report No. 238. Human Rights Watch: Bruxelles, 6 juillet 2016. Disponible sur : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/central-mali-an-uprising-in-the-making.pdf>

IRIN News. 'Pastoralism – between resilience and survival,' *IRIN News*, 3 août 2012. Disponible sur : <http://www.irinnews.org/report/96019/mali-pastoralism-%E2%80%93-between-resilience-and-survival>

Jourde, Cédric. 'How Islam intersects ethnicity and social status in the *Sahel*' *Journal of Contemporary African Studies* 35, no. 4 (2017):435-450.

Kalyvas, N. Stathis. *The Logic of Violence in Civil War*. Cambridge: Cambridge University Press, 2006.

Lilja, Jannie. 'Trapping Constituents or Winning Hearts and Minds? Rebel Strategies to Attain Constituent Support in Sri Lanka' *Terrorism and Political Violence* 21, no. 2 (2009):306-326.

Menkhaus, Ken. 'Governance without Government in Somalia: Spoilers, State Building, and the Politics of Coping'. *International Security* 31, no.3 (Hiver 2006/07): 74–106.

Mercy Corps et Inter Peace. *We Hope and We Fight: Youth, Communities and Violence in Mali*. Bamako: Mercy Corps, septembre 2017. Disponible sur : https://www.mercycorps.org/sites/default/files/Mercy%20Corps_Mali_Hope%20and%20Fight_Report_Eng_Sept%202017_0.pdf

OCHA. 'Mali: Failed rainy season forces some communities to the brink', 5 février 2014. Disponible sur : <http://www.unocha.org/country/top-stories/all-stories/mali-failed-rainy-season-forces-some-communities-brink>

OPHI. *OPHI Country Briefing 2017: Mali*, Multidimensional Poverty Index Data Bank. Oxford: OPHI, Université d' Oxford, juin 2017. Disponible sur: www.ophi.org.uk/multidimensional-poverty-index/mpi-country-briefings/.

Sangary, Boukary. *Le Centre du Mali : épice de djihadisme?* Bruxelles : GRIP, 20 mai 2016. Disponible sur: https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/NA_2016-05-20_FR_B-SANGARE.pdf

Thiam, Adam. *Centre du Mali : Enjeux et Dangers d'une crise négligée*. Bamako : Centre pour le dialogue humanitaire, mars 2017. Disponible sur : <https://www.hdcentre.org/wp->

<content/uploads/2017/03/Centre-du-Mali-Enjeux-et-dangers-dune-crise-n%C3%A9glig%C3%A9e.pdf>

Vedeld, Trond. 'Village politics: Heterogeneity, leadership and collective action.' *The Journal of Development Studies* 36, no.5 (2000): 105-134.

Vedeld, Trond. 'The State and the Commons in the Sahel: Observations in the Niger River Delta in Mali,' *Occasional Paper*. (2014):121-156.

Waugh, Louisa et Farooghi, Mana. 'They treat us all like jihadis: looking beyond violent extremism to building peace in Mali'. Bamako: International Alert, décembre 2016.

Disponible sur : <http://www.international-alert.org/publications/they-treat-us-all-like-jihadis-en>